

Intervention de Jean Paul BRET, Maire de Villeurbanne *Cérémonie de l'Armistice du 11 novembre 1918*

Mesdames et messieurs,

Le 22 septembre 2007, il y a moins de deux mois, à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire des combats du Chemin des dames, le conseil général de l'Aisne a inauguré un monument à la mémoire des 200 000 tirailleurs sénégalais qui ont participé à la première guerre mondiale, particulièrement à la mémoire de ceux d'entre eux tombés au front pour défendre la France. L'édifice(1) est constitué de neuf sculptures –stylisant des silhouettes, sans bras, ni jambes, ni visage–, conçues à partir de troncs de chênes, enduits de goudron. Les neuf figures sombres se détachent nettement sur un paysage de terre claire. Elles rappellent au souvenir des vivants la contribution à la guerre de « la force noire », ainsi dénommée par le général Mangin, au regard de la peau des soldats venus du continent africain.

Plus modeste au début du conflit, la participation des troupes coloniales a augmenté au fur et à mesure des hostilités et alors qu'en conséquence de pertes sévères, s'accroissaient les besoins en soldats. Sur les 8 millions d'hommes mobilisés du côté français, 600 000 viennent des colonies et des territoires sous protectorat, qui constituent un puissant réservoir humain, un vivier pour la guerre. Ils combattent aussi dans la Marne, en Artois, en Champagne, dans la Somme, à Verdun et laissent un quart de leurs effectifs au champ d'honneur. Originaires d'Afrique noire, d'Afrique du Nord, d'Indochine, de Madagascar, ils ne sont pas considérés comme des citoyens français, seulement comme des sujets. Ils se battent néanmoins par amour de la France, par respect pour l'armée, parce qu'ils ont été enrôlés de force pour quelques-uns d'entre eux ou parce qu'ils observent la guerre comme un espace d'émancipation, le tribut qui légitimera demain leur liberté. Mais quelle que soit la raison de leur engagement, le sang qu'ils versent aide à conserver l'intégrité du territoire national. Dans les années vingt, la France rendra d'ailleurs un hommage sensible aux soldats venus d'Afrique, en faisant construire, en leur souvenir, la grande mosquée de Paris.

Pendant la guerre, de nombreuses communautés offrent leurs enfants à la Légion étrangère qui compte jusqu'à cinquante origines nationales. A Villeurbanne, dès août 1914, des immigrés s'engagent sans attendre. Comme nous l'explique l'historien Philippe Videlier dans «Usines», son dernier et précieux ouvrage sur l'histoire industrielle de notre ville, «un registre consigne les engagements volontaires des premiers jours»(2). C'est un Italien qu'on oriente vers la Légion. C'est aussi un Arménien, âgé de vingt-cinq ans, chauffeur, qui signe « d'une belle écriture » son départ pour la guerre.

Au même moment, parce que les hommes sont au front, la main-d'œuvre manque dans les usines de France. Les femmes les remplacent déjà, mais elles ne suffisent pas. Le pays recourt alors à des travailleurs d'autres pays, accueillant par exemple 120 000 Algériens dans les usines d'armement. A Villeurbanne, dont l'industrie est florissante depuis la fin du XIXe siècle, les femmes ne comblent pas la demande. Comme le décrit encore Philippe Videlier, *« c'est ainsi qu'arrivèrent (...) les premiers Espagnols »*, établissant une société coopérative, cours Tolstoï. Les Grecs, qui s'installèrent après, *« fabriquaient des galoches, chaussures à semelles de bois, rue Jean-Claude Vivant, et furent renvoyés quand on n'eut plus besoin d'eux »*. (...) *« A l'usine métallurgique Bocuze de la rue Flachet étaient cantonnés quatre-vingts « Annamites » amenés du Tonkin »* et qui *« près de leurs baraquements, avaient édifié une pagode »*, première de l'agglomération lyonnaise, inaugurée par un bonze venu de Marseille. *« Vers 1916, apparurent (...) les premiers travailleurs algériens, déplacés sans leur accord des montagnes de Kabylie »*. Ces populations allaient s'établir pour longtemps ce qui, quelques années plus tard, en 1923, déclencherait le recensement par la préfecture des "indigènes originaires d'Algérie". Ce recensement nous permet aujourd'hui d'en savoir davantage sur cette mémoire ouvrière étrangère. Il nous enseigne, par exemple, que le plus ancien immigré de ce groupe d'Algériens était arrivé quelques mois avant la première guerre mondiale, en mars 1914.

A l'heure où nous célébrons le quatre-vingt-neuvième anniversaire de l'armistice de 1918, notre pays vient de voter une loi sur l'Immigration. Le ministre porteur du projet et une majorité de députés ont, par leur radicalité, tenté de faire oublier une part de notre histoire, cette part d'histoire qui pourrait servir de terreau à la construction d'une société ouverte sur les êtres et sur les cultures. C'est comme si, tout à coup, la France était devenue amnésique, comme si on l'avait volontairement débarrassée de son passé.

Mais la sueur et le sang, versés sur les machines et à la guerre, ont laissé une empreinte indélébile, qui s'est agrégée au code génétique de nos villes, de nos campagnes, de tous nos territoires. Les responsables de notre pays devraient s'inquiéter de l'ADN de la terre, cette terre de nos vieux champs de bataille, cette terre aujourd'hui apaisée mais dont le paysage vallonné rappelle à jamais les pilonnages et les obus d'hier. Ils y trouveraient la certitude que notre sol s'est nourri, du sang des hommes certes, mais plus encore du sang des autres. Ils découvriraient que le lien qui nous unit à tant de peuples est un lien de dette et d'honneur.

Mesdames et messieurs, à la 11e heure, du 11e jour, du 11e mois de l'année 1918, la première guerre mondiale prenait officiellement fin. Aucun conflit n'avait été aussi meurtrier. 1 300 000 individus avaient donné leur vie à la France. 900 soldats français étaient morts en moyenne chaque jour au cours des quatre années de drame. A l'échelle du monde, la funeste addition recensait dix millions de cadavres. Nous étions au début d'un siècle qui, tout en accomplissant des progrès jamais égalés, allait accoucher de génocides et de massacres dans un enchaînement redoutable. Chaque fois que nous nous retournons sur l'histoire de ce XXe siècle sanglant, nous observons ce que nous ne voulons plus et qui nous fait horreur. A la lumière de ce passé, la raison voudrait que, dans nos choix d'aujourd'hui, nous recherchions ce qui unit plutôt que ce qui distingue, ce qui rassemble plutôt que ce qui divise. C'est le message que nous lègue ce premier grand conflit, dont les malheureux acteurs témoignaient des multiples couleurs du monde.

(1) Une œuvre du plasticien Christian Lapie

(2) «Usines», Philippe Videlier, pages 123 et 124 puis 150 et 151

Jean Paul BRET, samedi 10 novembre 2007